

M. Eltsine, M. Chirac et M. Kohl affirment le rôle de la Russie en Europe

Un sommet tripartite s'est tenu près de Moscou

MOSCOU

de notre envoyée spéciale
Réunis dans une résidence de campagne au sud de Moscou pour un premier sommet tripartite « informel », le président russe Boris Eltsine, son homologue français Jacques Chirac et le chancelier allemand Helmut Kohl ont affirmé le rôle de la Russie en Europe.

Pour M. Eltsine, qui avait lancé l'idée d'une telle rencontre en octobre 1997, lors du sommet du Conseil de l'Europe à Strasbourg, il s'agit du lancement d'une « grande troïka européenne » qui aurait « une résonance dans le monde ». « Vous avez devant vos yeux la Grande Europe », a déclaré avec emphase le président russe lors de la conférence de presse, « l'Europe, avec la Russie, est une structure plus grande, il n'y en a pas de plus grande dans le monde, tout le monde doit s'en souvenir ! »

Se gardant, de leur côté, de qualifier de « troïka » un rapprochement trilatéral qui suscite d'ores et déjà des réticences ailleurs en Europe, notamment en Pologne, les dirigeants français et allemand ont accordé à l'événement une portée plus symbolique. « Les jeux diplomatiques pervers qui historiquement ont marqué les relations entre la Russie, l'Allemagne et la France ne sont plus d'actualité », a déclaré M. Chirac, tandis que M. Kohl décrivait le sommet comme « un acte d'amitié tout simplement », visant à « montrer que l'avenir de l'Union européenne et de l'Europe passera toujours par une relation étroite avec la Russie ».

Répondant à un journaliste de la télévision d'Etat russe ORT qui demandait la réaction de la France et de l'Allemagne face aux « violations des droits de l'homme » dont souffrirait la minorité russophone de Lettonie, M. Kohl a fait la déclaration suivante, reprise par la suite en bonne place dans les journaux télévisés du soir russes : « Je rappelle qu'aucun pays ne peut adhérer à l'Union européenne s'il n'a pas réglé ses problèmes frontaliers, ou s'il viole le droit des minorités. » Approuvé par M. Chirac, le chancelier allemand a en outre condamné la tenue à Riga, la capitale lettone, d'un rassemblement commémorant une légion lettone pro-nazie. Moscou s'oppose à toute entrée des Pays baltes dans l'OTAN et voit d'un mauvais œil

l'élargissement de l'Union européenne vers cette région. A l'issue du sommet, le porte-parole de M. Eltsine, Sergueï Iastrjanski, a par ailleurs déclaré à l'agence Interfax que le président Chirac avait « laissé entendre » lors des entretiens que les Etats baltes « ne rejoindraient pas l'OTAN ».

Autre « point » marqué par les autorités russes, qui tenaient à ce que ce genre de rencontres devienne régulier, un deuxième som-

Le président a choisi Sergueï Kirienko pour premier ministre

Boris Eltsine a demandé à la Douma, vendredi 27 mars, de confirmer Sergueï Kirienko comme premier ministre, un poste qu'il occupait depuis lundi « par intérim ». Le président russe a menacé la Douma (Chambre basse) de dissolution en cas de refus, comme le prévoit la Constitution. M. Eltsine a précisé que M. Kirienko est certes « jeune », mais qu'il s'agit d'un « technocrate, d'un spécialiste du commandement, non lié aux partis et mouvements mais sachant dialoguer avec tous ».

M. Eltsine a ajouté que le remaniement s'accompagnera d'une « réduction de moitié » de l'appareil du gouvernement et de la présidence. Tout en qualifiant de « provocation » l'annonce-choc faite, la veille, par le vice-ministre des finances, Alexeï Koudrine, un proche d'Anatoli Tchoubais, d'une suppression de 200 000 emplois dans le secteur public pour soulager le budget. (Corresp.)

met tripartite a été annoncé : il aura lieu en 1999 en France, probablement en mai, a annoncé M. Chirac. Et cela pour assurer un suivi, aussi, des projets « concrets » de coopération trilatérale évoqués jeudi, notamment celui de construire une autoroute, doublée d'un train à grande vitesse « Londres-Paris-Berlin-Varsovie-Moscou-Ekaterinbourg », la ville de Boris Eltsine.

Natalie Nougayrède

Un tsar pathétique

MOSCOU

de notre correspondante
Un vieux « tsar » qui confond séance de photos au début des entretiens et conférence de presse, qui déchaîne la confusion par un lapsus et se fait rabrouer, comme un petit garçon, par le chancelier allemand : la rencontre de Boris Eltsine avec ses « amis » Helmut et Jacques donna leur lot de « gaffes », désormais habituel. Mais elle fut particulièrement pathétique car le président russe a surtout parlé cette fois-ci de « grandeur », de « puissance » et même d'un rôle messianique, encore une fois, de la Russie...

On lui fit certes un mauvais procès en traduisant par « hégémonie » un terme proche - « guéguémon » - que Lénine a beaucoup utilisé au sens de « force motrice », du prolétariat russe bien entendu. « L'Europe, avec la Russie qui en fait maintenant partie, est... un guéguémon », prononça, difficilement, le président.

LES « RATÉS » DE LA « TROÏKA »

« Maintenant, il n'y a plus d'organisme plus puissant dans le monde », ajouta-t-il, en réponse, d'ailleurs, à une question qui portait sur autre chose. Mais il souleva ensuite le rôle de la Russie dans la lutte contre l'hégémonie, précisément, sous-entendu américain. Evoquant le « monde multipolaire du XXI^e siècle », cher aussi au président Chirac qui voit dans la Russie « un pôle oriental de l'Europe », Boris Eltsine a renchéri en soulignant que c'est « justement d'ici », de cette « troïka qui s'est

constituée » à Moscou, que cette multipolarité « s'étendra au monde entier »...

Le symbole de cette vision messianique fut le cadeau imaginé par le Kremlin pour ses hôtes : un plateau et trois tasses russes, en argent et or, dotées d'une clé unique. La cérémonie de l'offre de ce cadeau étrange, en apothéose de la conférence de presse, provoqua d'autres cafouillages. Boris Eltsine a eu du mal à dévisser la clé. « On y arrivera, Helmut », lança-t-il, toujours de bonne humeur. « J'y arriverai, j'ai dit ! », gronda-t-il ensuite en repoussant son porte-parole Sergueï Iastrjanski, venu à la rescousse. Devait-il y avoir au départ trois plateaux et donc trois clés ? En tout cas, un seul fut offert et Boris Eltsine garda la clé avec un plaisir visible. Jacques Chirac commenta en souriant qu'il « ne faudrait pas voir là un signe d'hégémonie »... Helmut Kohl fut plus direct : « Tu es un réformateur, un homme d'avenir, donc l'impérialisme appartient au passé », dit-il à son « ami ». « D'accord », répondit ce dernier...

Plus tard, alors que les télévisions russes s'attachaient à mettre en avant le « succès » remporté lors du sommet par la Russie sur le dossier balte, des journalistes de presse écrite ont rendu compte, avec amertume, des « ratés » de cette « troïka ». Pour couvrir l'humiliation infligée une nouvelle fois, non par « l'Occident », mais par le spectacle offert par leur président.

Sophie Shihab

Le gouvernement britannique lance une réforme ambitieuse de l'Etat providence

Tony Blair veut mettre fin au « piège de la pauvreté »

Le premier ministre britannique a lancé officiellement l'un des projets qui lui tiennent le plus à cœur, celui de la réforme de l'Etat providence

britannique. Les grandes lignes de ce programme ont été présentées, jeudi 26 mars, aux Communes, par son secrétaire d'Etat à la ré-

forme sociale, Frank Field. Il prévoit notamment de sortir du « piège de la pauvreté » en incitant les défavorisés à travailler.

LONDRES

de notre correspondant

En présentant son plan de refonte de l'Etat providence, jeudi 26 mars, Tony Blair a lancé la réforme la plus fondamentale de sa première législature, au cœur de cette « troisième voie » pour laquelle il a plaidé en début de semaine à Paris devant les députés français. Il sait que c'est là qu'il sera jugé par ses électeurs. Attendu par les uns comme la modernisation inéluctable d'un système datant des années 40, craint par beaucoup d'autres comme l'annonce d'un durcissement des critères d'allocations sociales, ce plan est l'œuvre de l'un des proches du premier ministre, le secrétaire d'Etat à la réforme sociale, Frank Field, connu pour son sens moral et sa détermination à lutter contre les fraudeurs.

Frank Field avait été chargé de « penser l'impensable ». Plusieurs chiffres résumant l'effort à faire pour venir en aide à des millions de Britanniques, laissés-pour-compte du boom économique, qui ne peuvent, ou ne veulent, se remettre au travail. Le nombre de familles où personne n'a d'emploi est passé depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher en 1979 de 10 à 20 % du total des familles, sans que cela apparaisse dans les statistiques du chômage. 3 millions d'enfants vivent dans ces foyers défavorisés. 1,5 million de retraités

vivent du RMI ; les pensions versées par la sécurité sociale sont inférieures à 70 livres (700 F) par semaine. La fraude à la « sécu » coûte 4 milliards de livres par an : il y a vingt millions de numéros d'immatriculation de plus qu'il n'y a de Britanniques. Et le nombre de gens qui perçoivent l'allocation d'invalidité a triplé en vingt ans, passant à 1,75 million.

« SOCIÉTÉ DU BIEN »

Le plan du gouvernement pour les vingt prochaines années « est fondé sur les deux piliers que sont travail et sécurité : du travail pour ceux qui peuvent travailler, une sécurité pour ceux qui ne le peuvent pas ». Dans cette « Société du Bien » que veut établir Frank Field - cette « Nouvelle Jérusalem » chère aux puritains anglais - les gens doivent être liés à l'Etat par un « nouveau contrat social » avec des droits, mais surtout des « devoirs » réciproques. Le principal devoir de l'Etat est de lutter contre la pauvreté, celui du citoyen de travailler pour gagner son pain. C'est la traduction sociale du plan de remise au travail des chômeurs lancé par M. Blair et couché dans le budget présenté la semaine dernière par le chancelier de l'Echiquier : tout doit être fait pour remettre le pied à l'étrier des défavorisés qui, de leur côté, n'auront plus le droit de rester oisifs. Il faut « tirer les gens de la pauvreté et de

la dépendance pour les conduire vers la dignité et l'indépendance ».

Cette politique s'articule autour de trois grandes idées. D'abord tout faire pour l'emploi, en particulier en aidant matériellement ceux qui accepteront un travail afin qu'ils ne se retrouvent pas plus pauvres après avoir perdu leurs allocations ; ce que l'on appelle le « piège de la pauvreté ». Frank Field voit dans l'inflation des indemnités pour handicapés un moyen détourné utilisé par les toriers pour faire baisser les chiffres du chômage et affirme que les deux-tiers des demandes d'indemnité ne sont pas fondées. Ces mesures concernent également les mères célibataires ou les handicapés, qui ont également le droit à la « dignité » par le travail. Cela a fait bondir leurs représentants, qui ont récemment manifesté contre une atteinte à leurs droits.

REFONTE DES PENSIONS

La refonte des pensions inquiète aussi les retraités, dont un millier protestaient, jeudi, devant les Communes. Certes la retraite de base est insuffisante, mais le contribuable ne veut plus voir sa part augmenter. Le gouvernement propose la création d'une seconde pension - qu'il souhaite obligatoire - dite « retraite participative », gérée en partenariat entre secteurs public et privé. Mais, dans

un pays où les compagnies d'assurances ont floué plusieurs millions de titulaires de retraites privées d'environ 10 milliards de livres, il lui faudra fournir des garanties.

La troisième idée est que l'aide sociale doit être mieux gérée pour tenir compte de ressources budgétaires qui ne sont pas inépuisables. Priorité aux pauvres, aux handicapés, aux enfants, aux communautés défavorisées... et à la lutte contre la fraude. La gestion des assurances sociales doit être simplifiée et rendue moins coûteuse. De distributeurs de chèques, les fonctionnaires doivent se transformer en assistants sociaux qui se devourent pour aider leurs administrés à trouver un travail et la possibilité de développer leurs talents.

Le côté visionnaire et moralisateur, mais aussi le sens pratique du Labour blairiste apparaissent à chaque page de cette refonte de l'Etat providence qui a pour objet de « briser le moule de l'assistance sociale » traditionnelle. Les dépenses doivent être ciblées au maximum et il n'y aura pas beaucoup d'argent disponible. Il reviendra aux Britanniques de prendre le destin de leur famille en mains. Mais cela suffira-t-il pour trouver un emploi aux quatre millions de personnes qui en sont dépourvues ?

Patrice de Beer

La tuerie de l'Arkansas laisse l'Amérique perplexe

WASHINGTON

de notre correspondant

Par quel cheminement psychologique, quelle confusion entre le bien et le mal, deux jeunes garçons décident-ils de se procurer un véritable arsenal pour ouvrir le feu sur leurs camarades de classe ? Au lendemain de la tuerie de Jonesboro, dont le bilan est de cinq morts (quatre écolières âgées de onze et douze ans et un professeur) et une dizaine de blessés, les Américains ont entrepris, jeudi 26 mars, un exercice d'introspection nationale, qui passe inévitablement par ce constat : l'Amérique est malade de sa passion pour les armes à feu et de la violence.

Alors que les visages enfantins de Mitchell Johnson, treize ans, et Andrew Golden, onze ans, apparaissent en première page des journaux, psychologues et psychiatres, sociologues et criminologistes, éditeurs et responsables politiques s'expriment, sans apporter de véritable réponse à la question que chacun se pose : pourquoi ? Vingt-sept balles ont été retrouvées dans les corps des morts et des blessés, à l'issue d'un carnage froid, presque professionnel. Pourquoi à Jonesboro, bourgade rurale, tranquille et prospère, du Sud, où les armes à feu tiennent, certes, une grande place, mais qui n'est pas une zone de forte criminalité.

MALADE DES ARMES

L'aîné des deux enfants, Mitchell Johnson, vit avec sa mère, divorcée. C'est un garçon réputé combattif, que ses camarades ont décrit comme ulcéré par les rebuffades des « filles » et qui, il y a quelques jours, aurait lancé cet avertissement : « Tous ceux qui me haïssent, tous ceux que je n'aime pas, vont mourir ! » Le père du plus jeune, Andrew Golden, est le chef de la Jonesboro Practical Pistol Shooters, une association de passionnés d'armes à feu. Dès son plus jeune âge, Andrew a été entraîné au tir, une activité qui n'a rien d'inhabituel dans l'Amérique rurale, où les gamins accompagnent leur père à la chasse.

Mardi, les deux garçons ont pris une dizaine d'armes au domicile du grand-père d'Andrew, et ils ont emprunté le van familial pour se rendre à la Westside Middle School. Là, ils ont ouvert le feu, comme au stand... Le 29 avril, ils passeront en jugement. D'ici là, la justice aura décidé ce qu'il convient de faire. Selon les lois de l'Arkansas, leur âge ne permet pas de les juger comme des adultes, et ils ne

pourront rester en prison que jusqu'à dix-huit ans. L'Attorney général (ministre de la justice), Janet Reno, a cependant souligné qu'une étude est en cours pour savoir si le plus âgé pourrait être traduit devant un tribunal pour adultes.

L'émotion retombera, et il y a fort à craindre que ce drame ne conduise pas à réduire l'arsenal de plus de 200 millions d'armes individuelles possédées par les Américains. La National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes qui dispose d'appuis au Congrès et finance largement le Parti républicain en période électorale, y verra. En juin 1997, M. Clinton a dû se résoudre à utiliser un décret présidentiel pour passer outre l'opposition du Congrès et imposer différentes mesures - pourtant symboliques - contre la vente d'armes à feu aux mineurs. Pourtant, nul ne conteste que la société américaine est malade des armes à feu et que l'épidémie gagne. Même s'il est faux de broser le portrait d'écoles américaines gangrenées par la violence.

Selon plusieurs études récentes, les arrestations d'adolescents coupables d'homicide ont diminué de 30 % entre 1994 et 1996. 43 % des écoles américaines ne connaissent aucune forme de criminalité, 57 % font état d'incidents violents ou de vandalisme et, parmi ces dernières, 10 % seulement ont fait l'expérience d'une criminalité grave (viol, homicide). Il est vrai aussi que la criminalité dans son ensemble a nettement décliné dans les villes américaines.

Cette tendance globale à la baisse concerne toutefois principalement les formes les plus bénignes de criminalité. La violence, en revanche, gagne en milieu rural. En cinq mois, quatre communes rurales - toutes situées dans le Sud - ont connu des tueries juvéniles comparables à celle de Jonesboro. Dans la plupart des cas, les écoles étaient dépourvues de ces détecteurs de métal qui se sont multipliés dans les établissements scolaires des villes.

Enfin, si la criminalité américaine est en baisse, le bilan global n'a rien d'exemplaire : le taux de mortalité par armes à feu parmi les jeunes Américains de moins de quinze ans est douze fois supérieur à celui de vingt-cinq autres pays industrialisés. Le taux d'homicides aux Etats-Unis est vingt fois plus élevé qu'en Grande-Bretagne et dix fois plus qu'en France et en Allemagne.

Que faire ? Rendre les parents responsables des actes de violence

de leurs enfants mineurs ? Exhorter Hollywood à l'autodiscipline ? Convincer les législateurs de voter des lois interdisant la vente d'armes aux adolescents (en Arkansas, un enfant de onze ans peut posséder un fusil, en toute légalité) ? Bien sûr... « Nous glorifions la

violence, et en même temps nous disons à nos enfants, par des mots ou par nos actions, que nous avons le droit de décider qui doit vivre ou mourir », écrit Terry Garvey, directeur du quotidien USA Today.

Laurent Zecchini

VENEZ DÉCOUVRIR LA FEMME QUI EST EN VOUS !

Régine Konckier et Jean-Luc Ormères présentent

Une comédie qui joue agréablement sur la confusion des sentiments. Antoine de Caunes, tout simplement remarquable. TÉLÉRAMA

L'homme est une femme comme les autres

UN FILM DE Jean-Jacques Zillbermann

Allez voir le film... c'est encore plus beau !

ELLE

Un film drôle, touchant et profond auquel, tout simplement, on ne peut pas résister.

STUDIO

Du cousu main... et quand de Caunes se met à poil, il n'a pas que le cul à l'air !

NOVA MAGAZINE

Une histoire forte sur le droit à la différence.

FIGAROSCOPE



Antoine de Caunes
Elsa Zylberstein
Gad Elmaleh

Europe 2